

Les Comptes Nationaux de 2012

• <i>Environnement économique international</i>	2
• <i>Situation économique nationale en 2012</i>	3
• <i>Offre boostée par les services</i>	Erreur ! Signet non défini.
• <i>Une demande forte</i>	4
• <i>Ralentissement des exportations</i>	5
• <i>Perspectives 2013</i>	5
• <i>Consolidation de la reprise économique</i>	Erreur ! Signet non défini.

L'économie nationale, avec un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de 4,6%, engrange un demi point de plus par rapport à 2011 : même si elle s'écarte de l'objectif de 5,3% affiché dans le cadrage macroéconomique décliné dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE).

Cette croissance est principalement tirée par la demande intérieure, résultant d'une hausse de la consommation finale. Du côté de l'offre, le secteur secondaire poursuit son redressement tandis que le secteur primaire a pâti du faible niveau de la production.

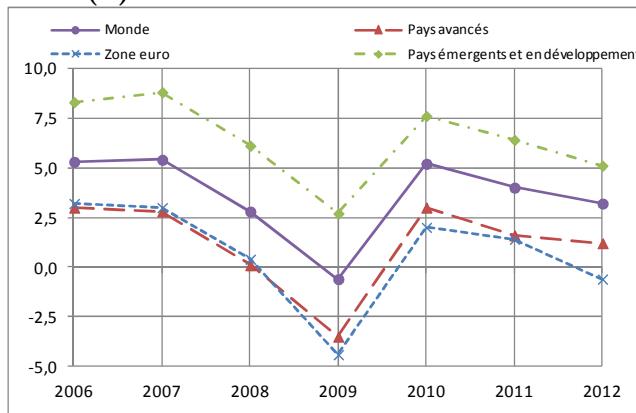
Environnement économique international

... poursuite de la baisse de la croissance mondiale

La croissance économique mondiale s'est encore affaiblie en 2012, après le ralentissement observé en 2011. Le taux de croissance mondial est passé à 3,2% après 4,0% en 2011. Cet affaiblissement est principalement dû aux mauvaises performances dans les pays avancés, particulièrement en zone euro, dans un contexte de tensions sur les dettes souveraines et privées. La zone a, en effet, connue une contraction de l'activité de -0,6% en 2012 après 1,4% en 2011. Par contre, les Etats-Unis ont enregistré un redressement de l'activité économique avec une croissance 2,2% en 2012 après 1,8% en 2011.

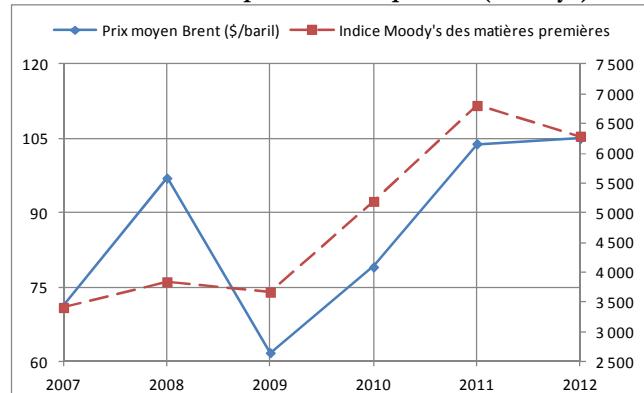
Les économies émergentes ont enregistré une croissance vigoureuse en 2012, malgré qu'elles aient montré quelques signes d'essoufflement en liaison avec le recul dans les pays avancés. La croissance s'y est établie à 5,1% en 2012 après 6,4% en 2011.

Graphique 1 : Taux de croissance dans les régions du monde (%)



La croissance en zone CEMAC s'est redressée à 4,5% en 2012 après 4,0% en 2011 en relation avec les plans d'investissements publics en cours dans plusieurs pays.

Graphique 2 : Evolution du prix du pétrole brut et de l'indice des matières premières importées (Moody's)



Les marchés des matières premières ont connu moins de tensions inflationnistes en 2012 par rapport à 2011. Néanmoins, le prix du pétrole brut est resté à des niveaux historiquement élevés : 112\$/baril en moyenne en 2012 après 111,5\$/baril en 2011. Ainsi, l'indice Moody's des matières premières affiche un recul de -7,6% en 2012 après une hausse de 31,0% 2011. Ce recul est le fait des matières premières agricoles qui ont la plupart connu des baisses à cause de la contraction de la demande dans les pays avancés et des catastrophes climatiques en 2012. Ainsi, les cours des principales matières premières exportées par le Cameroun ont fortement baissé : caoutchouc (-30,5% en 2012 après 32,0% en 2011), coton (-52,7% en 2012 après 65,0% en 2011), pétrole brut (0,9% après 39,9%), café robusta (-4,6 en 2012 après 37,9% en 2011) et cacao (-19,7% en 2012 après -4,9% en 2011).

Ainsi, l'inflation mondiale est tombée à 3,7% en 2012 après 4,7% en 2011. Dans les pays avancés, les prix ont augmenté de 2,0% en 2012 contre 2,7%. Dans les pays émergents et en développement, elle est passée à 5,9% en 2012 après 7,2% en 2011.

Par contre, l'inflation s'est accrue en zone CEMAC passant à 4,4% en 2012 après 2,4% en 2011.

Situation économique nationale en 2012

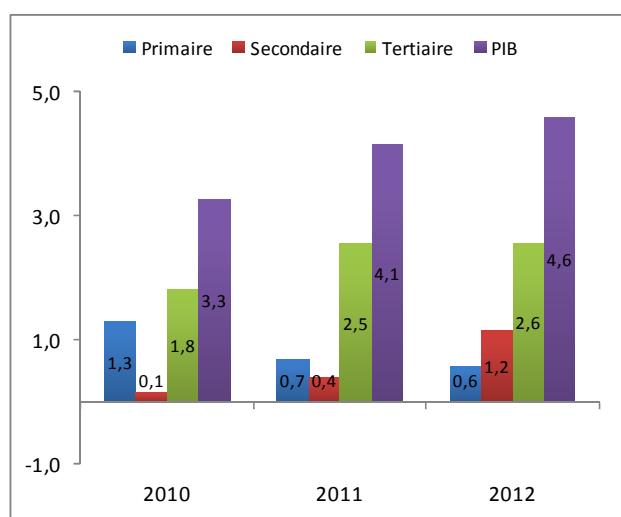
... poursuite de la croissance

Malgré un environnement économique international de plus en plus défavorable, la croissance économique nationale poursuit le redressement amorcé depuis 2010, en se rapprochant des objectifs de croissances fixés à 5,3% dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). Le taux de croissance du PIB s'est relevé de 0,5 point de pourcentage, passant à 4,6% en 2012 contre 4,1% en 2011. La croissance hors pétrole brut est restée aussi vigoureuse qu'en 2011 (4,6%).

• Offre encore boostée par les services, mais aussi par le secteur secondaire

Malgré une légère baisse des activités liées aux services, la croissance de l'activité économique a été portée une fois de plus par le secteur tertiaire, fortement aidé par le secteur secondaire qui enregistre un grand bond dans sa croissance. Le secteur primaire quant à lui, a connu un fléchissement de son rythme de croissance.

Graphique 3 : Contribution des secteurs d'activité à la croissance du PIB réel



... Le secteur primaire continue à subir les effets du recul de la demande mondiale

La croissance réelle du secteur primaire est estimée à 2,7% en 2012, soit un recul de 0,4 point par rapport à son niveau de 2011 (3,1%). C'est

ainsi que la contribution du secteur à la croissance du PIB réel a encore chuté (0,6 point contre 0,7 point en 2011).

Ce recul de la croissance est une fois de plus particulièrement lié aux mauvaises performances dans les branches « agriculture industrielle et d'exportation » et « sylviculture et exploitation forestière » qui ont continué à enregistrer une baisse de la demande mondiale de matières premières. En effet, l'agriculture industrielle et d'exportation a subi un revers encore plus accentué qu'en 2011 (-3,7% après -1,6%), et la sylviculture et l'exploitation forestière a connu une croissance négative (-0,2%) après 2,1% en 2011. L'élevage et de la chasse est aussi en perte de rythme, avec un taux de croissance de 2,6% contre 4,1% en 2011.

... Un secteur secondaire dynamique

En 2012, le secteur secondaire reste plus que jamais sur sa forte dynamique observée depuis 2010. En effet, ce secteur a enregistré son plus fort taux croissance depuis le début des années 2000 (+4,9%). Le dynamisme de ce secteur a un apport très appréciable dans l'atteinte des objectifs du DSCE, quand on sait que l'industrialisation est l'un des principaux leviers sur lequel le Gouvernement veut s'appuyer pour assurer une croissance durable.

Cette bonne tenue du secteur est surtout imputable au dynamisme des branches « Bâtiments et travaux publics(BTP) » (+6,7%), « Industries agro-alimentaires » (+5,4%) et « Extraction d'hydrocarbures » (+3,5%). Cette dernière branche a ainsi connu un grand bond, après une évolution négative depuis 2007. Par contre, la branche « Electricité, gaz et eau » a enregistré une légère baisse (-0,1%), après 3,6% en 2011.

... Le secteur tertiaire reste le moteur de la croissance

Le secteur tertiaire continue à être le principal moteur de la croissance nationale. En effet, malgré une légère baisse de son rythme de croissance (+5,4% après +5,8%), ce secteur contribue en 2012 de 2,0 points à la croissance du PIB réel.

Ce dynamisme du secteur s'explique par la bonne tenue de l'ensemble des ses branches, particulièrement celle du « Transports, entrepôts,

communication » avec 8,1% de croissance, celle des « Banques et organismes financiers » (6,7%) et celle du « Commerce, restaurants et hôtels » (5,4%).

Les services non marchands des administrations publiques continuent dans leur bonne dynamique, avec une croissance de 6,1% après 4,6% en 2011.

... recul des importations de biens

Après la forte poussée observée en 2010 et 2011, stimulée par le démarrage effectif de la mise en œuvre des grands projets structurants, le rythme de croissance des importations en volume a fortement chuté.

Cette baisse du rythme des importations est essentiellement imputable à la baisse des importations de pétrole brut (-9,9%), des produits métallurgiques (-7,1%), des matériels de transport (-6,5%) et des machines et appareils électriques (-3,9%).

Par contre, certains produits de consommation finale des ménages continuent à être fortement importés. C'est le cas par exemple des produits alimentaires et boissons.

Les importations des produits du raffinage de pétrole brut ont connu une forte hausse en relation avec l'arrêt de la production de la SONARA.

En dépit de cette chute du rythme de croissance des importations, le déficit commercial continue à s'alourdir à -951 milliards de FCFA en 2012 contre -901 milliards de FCFA en 2011.

• Consolidation de la demande

... hausse constante de la consommation publique

Avec une contribution de 0,6 point, les dépenses de consommation publique gardent un taux de croissance constant par rapport à celui de l'année précédente. Cette évolution marque un recul de 0,3 point par rapport à l'année 2011 et pourrait traduire les effets de la rationalisation de la dépense publique.

...consolidation de la hausse de la consommation privée

La dépense de consommation privée a augmenté en volume de 5,4% en 2012 contre 5,3% en 2011. Sa contribution à la croissance du PIB est de 4,1 points, en légère amélioration de 0,1 point par rapport à 2011.

Cette évolution favorable de la consommation privée est impulsée par la demande accrue des produits alimentaires de base et boissons, et les services de transport, de télécommunications et de restauration.

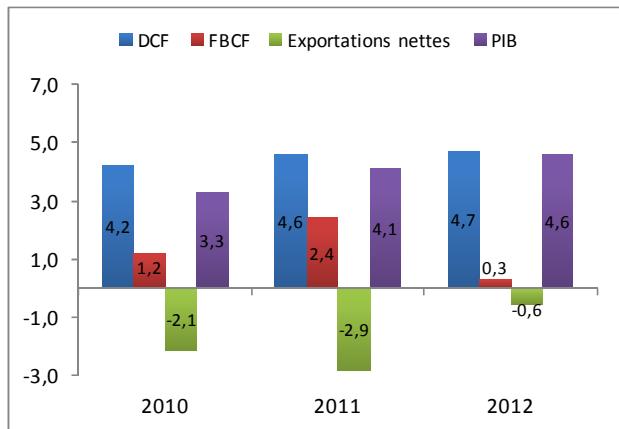
En ce qui concerne le pouvoir d'achat des ménages, les prix à la consommation finale enregistrent une hausse de 2,4% en 2012, soit un recul d'un demi-point par rapport à l'année précédente (2,9%). Cette hausse du niveau général des prix provient en grande partie du renchérissement des prix des produits alimentaires (3,5%), de la progression des prix des services d'enseignement (3,3%) ainsi que les logements (3,3%). La hausse des prix des produits alimentaires pourrait s'expliquer en partie par les inondations enregistrées dans la région de l'Extrême-nord qui ont impacté négativement sur l'offre des céréales (maïs, riz et mil) et des légumineuses (niébé).

... recul de l'investissement privé

L'investissement a accusé un net recul en 2012 par rapport à l'année 2011. En effet, la contribution de l'investissement à la croissance du PIB se situe à 0,4 point en 2012 contre 2,4 points en 2011. Cette baisse générale de l'investissement est impulsée par le secteur privé dans lequel la contribution est passée de 2,3 points en 2011 à 0,2 point en 2012.

L'investissement public, quant à lui, enregistre un recul moins prononcé. En effet, même si l'on note un relâchement du rythme de la croissance en volume entre 2011 (10,8%) et 2012 (5,7%), il convient de relever une certaine constance dans la contribution à la croissance du PIB avec respectivement 0,3 point en 2011 et 0,2 point en 2012.

Graphique 4 : Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle (en points)



- *Ralentissement des exportations*

... baisse continue du volume des principaux produits exportés

La baisse des exportations en volume de biens observé en 2011 s'est accentuée en 2012 principalement par la baisse de la production. Après une augmentation de 1,2% observée en 2011, le taux de croissance des exportations de biens s'établit à -1,5% en 2012.

Cette baisse est imputable aux principaux produits exportés, qui enregistrent des taux de croissance négatifs en 2012. C'est le cas notamment des produits de l'agriculture industrielle et d'exportation (cacao, café, coton, banane, caoutchouc, etc.) et des bois grumes et débités.

Par ailleurs, le Franc CFA s'est déprécié de 7,1% en moyenne annuelle par rapport au dollar US en 2012, en passant de 472 FCFA en 2011 à 508 FCFA en 2012. Cette situation est le reflet des difficultés économiques que traverse la Zone Euro.

Perspectives 2013

L'affaiblissement de la croissance mondiale observé en 2012 pourrait se poursuivre en 2013, en raison de la persistance des difficultés que connaît la zone Euro. Le scénario de base du FMI prévoit un taux de croissance mondiale de 3,3% en 2013, en stabilité par rapport à 2012 où il était de 3,2%.

La performance de l'économie nationale en 2013 est d'une part, tributaire de l'environnement international, en raison des relations commerciales et financières avec les pays avancés, et d'autre part, de la disponibilité des facteurs de production, du regain de la production pétrolière, ainsi que de la poursuite de la mise en œuvre des grands projets structurants.

Sur cette base, les informations disponibles permettent de projeter pour l'année 2013, un taux de croissance du PIB réel qui pourrait se situer aux environs de 5%.



Annexes

Tableau 1: PIB courant, optique production (en milliards de FCFA)

Libellé	2008	2009	2010	2011	2012
1. Production	16 317,9	16 871,6	17 828,4	19 417,5	20 599,9
2. Consommation intermédiaire	6 685,3	6 687,0	6 992,8	7 845,0	8 115,4
3. Valeur Ajoutée (1-2)	9 632,6	10 184,6	10 835,6	11 572,5	12 484,5
4. Impôts sur les produits	811,2	855,6	864,1	973,2	1 030,2
PIB (3+4)	10 443,8	11 040,3	11 699,7	12 545,7	13 514,7

Tableau 2: PIB, optique production (évolutions des volumes en %)

Libellé	2008	2009	2010	2011	2012
1. Production	14 390,7	14 574,4	15 114,6	15 766,7	16 462,6
2. Consommation intermédiaire	6 370,0	6 418,6	6 672,0	6 993,0	7 279,4
3. Valeur Ajoutée (1-2)	8 020,7	8 155,8	8 442,6	8 773,7	9 183,2
4. Impôts sur les produits	678,1	711,0	714,0	762,1	790,2
PIB	8 698,8	8 866,8	9 156,7	9 535,8	9 973,4

Tableau 3: PIB, optique production (évolutions des prix en %)

Libellé	2008	2009	2010	2011	2012
1. Production	3,0	1,3	3,7	4,3	4,4
2. Consommation intermédiaire	3,6	0,8	3,9	4,8	4,1
3. Valeur Ajoutée (1-2)	2,6	1,7	3,5	3,9	4,7
4. Impôts sur les produits	6,0	4,9	0,4	6,7	3,7
PIB	2,9	1,9	3,3	4,1	4,6

Tableau 4 : Ventilation du PIB par secteurs d'activités (en milliards de FCFA)

Libellé	2008	2009	2010	2011	2012
Secteur primaire	2 257,0	2 391,2	2 534,9	2 727,8	2 894,1
Agriculture des produits vivriers	1 417,0	1 570,2	1 643,5	1 817,9	1 953,7
Agriculture industrielle et d'exportation	147,6	158,5	187,5	177,6	165,1
Elevage, chasse	279,7	315,9	329,1	346,2	373,4
Sylviculture et exploitation forestière	288,0	216,1	235,7	244,9	253,3
Pêche	124,7	130,5	139,1	141,2	148,7
Secteur secondaire	2 791,0	3 044,9	3 241,7	3 422,8	3 775,1
Industries extractives	926,2	807,1	777,5	960,8	1 099,5
dont extraction d'hydrocarbures	910,5	789,1	757,1	940,6	1 074,5
Industries Agro-alimentaires	588,0	632,7	730,7	787,2	811,2
Autres Industries manufacturières	859,5	1 020,2	1 025,8	891,8	1 034,1
Électricité, gaz et eau	102,4	99,8	110,1	120,2	120,6
BTP	314,9	485,1	597,5	662,8	709,7
Secteur tertiaire	3 701,7	3 775,6	4 045,8	4 338,0	4 635,2
Commerce, restaurants et hôtels	2 053,3	2 058,9	2 107,2	2 254,8	2 438,7
Transports, entrepôts, communications	640,6	659,1	757,7	818,7	862,6
Banques et organismes financiers	94,1	92,4	101,0	123,4	130,9
Autres services marchands	974,7	1 025,1	1 143,8	1 209,4	1 277,1
SIFIM	-61,0	-59,8	-64,0	-68,2	-74,1
TOTAL VA MARCHANDE	8 749,7	9 211,7	9 822,3	10 488,6	11 304,4
BNM [1] des APU	768,9	845,2	878,6	943,6	1 033,0
BNM des ISBL	35,0	39,2	41,4	43,1	45,2
BNM des services domestiques	79,0	88,5	93,3	97,1	101,9
TOTAL VA NON MARCHANDE	882,9	972,9	1 013,3	1 083,8	1 180,2
TOTAL DES VALEURS AJOUTÉES	9 632,6	10 184,6	10 835,6	11 572,5	12 484,5
Impôts et taxes nets des Subventions	811,2	855,6	864,1	973,2	1 030,2
PIB	10 443,8	11 040,3	11 699,7	12 545,7	13 514,7

Tableau 5 : Ventilation du PIB par secteurs d'activités (évolutions des volumes en %)

Libellé	2008	2009	2010	2011	2012
Secteur primaire	5,2	2,9	6,0	3,1	2,7
Agriculture des produits vivriers	6,6	5,0	3,7	3,8	3,8
Agriculture industrielle et d'exportation	2,1	4,2	7,8	-1,6	-3,7
Elevage, chasse	2,8	0,1	2,7	4,1	2,6
Sylviculture et exploitation forestière	2,5	-10,6	32,8	2,1	-0,2
Pêche	2,6	1,3	3,4	1,9	1,8
Secteur secondaire	1,2	-2,5	0,5	1,6	4,9
Industries extractives	-1,8	-13,1	-11,9	-6,7	3,7
dont extraction d'hydrocarbures	-1,8	-13,6	-12,6	-7,3	3,5
Industries Agro-alimentaires	1,8	-1,2	5,7	4,2	5,4
Autres Industries manufacturières	4,4	-0,9	1,1	1,2	4,9
Electricité, gaz et eau	5,6	-0,6	3,9	3,6	-0,1
BTP	-8,2	12,5	9,1	9,6	6,7
Secteur tertiaire	1,8	3,5	4,0	5,8	5,4
Commerce, restaurants et hôtels	0,3	-0,1	1,9	4,9	5,4
Transports, entrepôts, communications	8,5	7,5	5,3	8,2	8,1
Banques et organismes financiers	7,2	3,8	6,0	8,4	6,7
Autres services marchands	-2,3	7,4	7,5	4,7	2,3
SIFIM	5,4	-6,0	4,3	3,7	6,7
TOTAL VA MARCHANDE	2,5	1,5	3,5	3,9	4,5
BNM [1] des APU	4,2	3,5	3,7	4,6	6,1
BNM des ISBL	4,8	4,3	5,3	3,3	4,0
BNM des services domestiques	4,8	4,3	5,3	3,3	4,0
TOTAL VA NON MARCHANDE	4,3	3,6	3,9	4,4	5,8
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	2,6	1,7	3,5	3,9	4,7
Impôts et taxes nets des Subventions	6,0	4,9	0,4	6,7	3,7
PIB	2,9	1,9	3,3	4,1	4,6

Tableau 6: Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB réel (en pourcentage)

Libellé	2008	2009	2010	2011	2012
Secteur primaire	1,1	0,6	1,3	0,7	0,6
Agriculture des produits vivriers	0,9	0,7	0,5	0,6	0,6
Agriculture industrielle et d'exportation	0,0	0,1	0,1	0,0	-0,1
Elevage, chasse	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Sylviculture et exploitation forestière	0,0	-0,2	0,5	0,0	0,0
Pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire	0,3	-0,6	0,1	0,4	1,2
Industries extractives	-0,1	-0,8	-0,6	-0,3	0,1
dont extraction d'hydrocarbures	-0,1	-0,8	-0,6	-0,3	0,1
Industries Agro-alimentaires	0,1	-0,1	0,3	0,2	0,3
Autres Industries manufacturières	0,5	-0,1	0,1	0,1	0,5
Electricité, gaz et eau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BTP	-0,2	0,3	0,2	0,3	0,2
Secteur tertiaire	0,6	1,3	1,5	2,1	2,0
Commerce, restaurants et hôtels	0,1	0,0	0,3	0,9	1,0
Transports, entrepôts, communications	0,7	0,6	0,5	0,8	0,8
Banques et organismes financiers	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Autres services marchands	-0,2	0,5	0,6	0,4	0,2
SIFIM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL VA MARCHANDE	2,0	1,2	2,9	3,2	3,7
BNM [1] des APU	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5
BNM des ISBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BNM des services domestiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL VA NON MARCHANDE	0,4	0,3	0,4	0,4	0,5
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	2,4	1,6	3,2	3,6	4,3
Impôts et taxes nets des Subventions	0,5	0,4	0,0	0,5	0,3
PIB	2,9	1,9	3,3	4,1	4,6

Tableau 7: Le PIB et ses emplois (en milliards de FCFA)

	2008	2009	2010	2011	2012
1. Dépense de Consommation Finale	8967,5	9547,0	10134,7	10976,4	11951,7
dont privée	7840,1	8303,7	8776,3	9519,1	10403,6
publique	1127,4	1243,3	1358,4	1457,2	1548,2
2. FBCF	1842,3	1964,9	2219,9	2582,6	2600,1
dont privée	1589,7	1718,6	1957,6	2284,7	2283,6
publique	252,6	246,3	262,3	298,0	316,4
3. Variation des stocks	60,3	79,5	8,0	1,0	18,7
4. INVESTISSEMENT (2+3)	1902,6	2044,4	2227,9	2583,6	2618,8
5. Exportations nettes	-426,3	-551,1	-662,9	-1014,3	-1055,8
6. Exportations	2520,1	1770,5	2029,6	2306,8	2540,1
Exportations des biens	2253,7	1535,6	1789,6	2028,5	2271,7
Exportations des services	266,4	234,9	240,0	278,3	268,4
7. Importations	2946,4	2321,6	2692,5	3321,1	3595,9
Importations des biens	2560,3	1971,0	2332,3	2929,2	3180,8
Importations des services	386,1	350,6	360,2	392,0	415,1
PIB (1+4+5)	10443,8	11040,3	11699,7	12545,7	13514,7

Tableau 8: Le PIB et ses emplois (évolutions des volumes en %)

	2008	2009	2010	2011	2012
1. Dépense de Consommation Finale	3,6	3,3	5,0	5,3	5,4
dont privée	3,2	3,1	4,5	5,3	5,4
publique	6,3	4,6	8,4	5,5	5,5
2. FBCF	4,6	3,5	10,7	12,1	1,4
dont privée	4,2	4,9	11,6	12,3	0,8
publique	7,3	-5,4	4,4	10,8	5,7
3. Variation des stocks	-903,9	79,3	-84,1	-92,0	857,8
4. INVESTISSEMENT (2+3)	8,5	5,9	5,6	11,3	1,9
5. Exportations nettes	107,1	62,3	42,1	41,0	5,9
6. Exportations	-3,7	-12,5	7,8	2,2	-1,3
Exportations des biens	-3,8	-13,3	8,7	1,2	-1,5
Exportations des services	-3,1	-6,8	1,5	10,0	0,5
7. Importations	4,0	-2,1	15,7	13,2	1,2
Importations des biens	3,8	-3,6	17,4	13,9	0,6
Importations des services	6,1	11,8	1,6	6,4	7,9
PIB (1+4+5)	2,9	1,9	3,3	4,1	4,6

Tableau 9: Contribution des emplois à la croissance réelle du PIB (en pourcentage)

	2008	2009	2010	2011	2012
1. Dépense de Consommation Finale	2,9	2,7	4,2	4,6	4,7
dont privée	2,3	2,3	3,4	4,0	4,1
publique	0,6	0,5	0,9	0,6	0,6
2. FBCF	0,9	0,7	2,1	2,6	0,3
dont privée	0,7	0,8	2,0	2,3	0,2
publique	0,2	-0,1	0,1	0,3	0,2
3. Variation des stocks	0,7	0,5	-1,0	-0,2	0,1
4. INVESTISSEMENT (2+3)	1,6	1,2	1,2	2,4	0,4
5. Exportations nettes	-1,7	-2,0	-2,1	-2,9	-0,6
6. Exportations	-0,8	-2,5	1,3	0,4	-0,2
Exportations des biens	-0,7	-2,3	1,3	0,2	-0,2
Exportations des services	-0,1	-0,2	0,0	0,2	0,0
7. Importations	0,9	-0,5	3,4	3,2	0,3
Importations des biens	0,8	-0,7	3,4	3,1	0,1
Importations des services	0,1	0,3	0,0	0,2	0,2
PIB (1+4+5)	2,9	1,9	3,3	4,1	4,6

Tableau 10 : Le PIB et ses emplois – évolutions des prix (en %)

	2008	2009	2010	2011	2012
1. Dépense de Consommation Finale	6,06	3,08	1,1	2,8	3,3
dont privée	5,96	2,74	1,1	3,0	3,7
publique	6,74	5,41	0,8	1,7	0,7
2. FBCF	3,45	3,07	2,0	3,8	-0,7
dont privée	3,45	3,07	2,0	3,9	-0,9
publique	3,45	3,07	2,0	2,5	0,5
3. Variation des stocks	0,18	-26,49	-36,6	50,7	102,8
4. INVESTISSEMENT (2+3)	3,44	1,46	3,2	4,2	-0,5
5. Exportations nettes	211,42	-20,34	-15,4	8,5	-1,7
6. Exportations	11,66	-19,70	6,4	11,2	11,5
Exportations des biens	14,12	-21,45	7,2	12,0	13,7
Exportations des services	-5,56	-5,43	0,6	5,4	-4,0
7. Importations	17,54	-19,50	0,2	9,0	6,9
Importations des biens	18,22	-20,15	0,8	10,3	8,0
Importations des services	12,52	-18,76	1,2	2,2	-1,9
PIB (1+4+5)	3,66	3,71	2,6	3,0	3,0

Tableau 11 : Echanges extérieurs, principaux produits d'exportation et d'importation (en milliards de FCFA)

Produits	2008	2009	2010	2011	2012
Total des exportations	2253,7	1535,6	1789,6	2028,5	2271,7
Extraction Hydrocarbures	1208,9	749,7	772,2	916,4	1059,2
Industrie du Bois sauf fabrication de meubles	268,9	215,1	235,8	252,6	264,0
Raffinage de Pétrole	306,3	148,5	243,8	341,0	351,9
Agriculture Industrielle et d'exportation	113,3	147,2	173,2	155,0	148,1
Fabrication des Produits Métallurgiques	130,1	63,2	83,4	77,1	65,2
Total des importations	2560,3	1971,0	2332,3	2929,2	3180,8
Fabrication des Machines et Appareils Electriques	357,7	345,2	359,2	445,2	453,3
Extraction Hydrocarbures	769,8	314,5	417,2	621,5	539,8
Travaux de Grains	249,5	232,0	258,0	310,4	399,2
Industries Chimiques	207,0	204,6	236,9	284,3	276,2
Fabrication des Produits Métallurgiques	168,7	132,4	205,2	266,2	265,2
Fabrication de Matériel de Transport	175,2	126,5	151,4	214,9	194,0
Solde commercial	-306,6	-435,5	-542,7	-900,6	-909,2

Tableau 12 : Ventilation du PIB réel par secteurs d'activités (base 100=2000) (en milliards de FCFA)

Libellé	2008	2009	2010	2011	2012
Secteur primaire	1853,5	1906,6	2020,9	2084,2	2139,5
Agriculture des produits vivriers	1236,7	1298,9	1346,6	1397,3	1450,8
Agriculture industrielle et d'exportation	142,1	148,1	159,7	157,2	151,3
Elevage, chasse	218,0	218,1	224,0	233,3	239,4
Sylviculture et exploitation forestière	155,2	138,8	184,3	188,2	187,8
Pêche	101,5	102,7	106,3	108,3	110,2
Secteur secondaire	2264,3	2208,1	2219,4	2254,0	2363,7
Industries extractives	500,3	434,6	382,7	357,1	370,3
dont extraction d'hydrocarbures	487,7	421,4	368,4	341,5	353,6
Industries Agro-alimentaires	524,5	518,0	547,8	570,6	601,1
Autres Industries manufacturières	975,5	967,0	977,8	989,5	1037,9
Electricité, gaz et eau	67,3	66,9	69,5	72,0	71,9
BTP	196,9	221,5	241,7	264,8	282,5
Secteur tertiaire	3101,7	3210,8	3339,6	3534,9	3727,3
Commerce, restaurants et hôtels	1663,3	1662,0	1692,8	1776,1	1871,5
Transports, entrepôts, communications	753,4	809,9	852,4	922,2	997,0
Banques et organismes financiers	104,3	108,3	114,9	124,5	132,9
Autres services marchands	632,8	679,6	730,7	765,1	782,5
SIFIM	-52,1	-49,0	-51,1	-53,0	-56,6
TOTAL VA MARCHANDE	7219,5	7325,6	7580,0	7873,1	8230,6
BNM [1] des APU	696,0	720,6	747,1	781,3	828,6
BNM des ISBL	35,2	36,7	38,7	40,0	41,5
BNM des services domestiques	69,9	72,9	76,8	79,3	82,5
TOTAL VA NON MARCHANDE	801,2	830,3	862,7	900,6	952,7
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	8020,7	8155,8	8442,6	8773,7	9183,2
Impôts et taxes nets des Subventions	678,1	711,0	714,0	762,1	790,2
PIB	8698,8	8866,8	9156,7	9535,8	9973,4

Tableau 13 : Le PIB réel et ses emplois (base 100=2000) (en milliards de FCFA)

	2008	2009	2010	2011	2012
1. Dépense de Consommation Finale	7 222,1	7 458,8	7 833,6	8 252,7	8 702,0
dont privée	6 340,0	6 535,9	6 833,3	7 197,7	7 589,3
publique	882,1	922,9	1 000,3	1 055,0	1 112,7
2. FBCF	1 696,9	1 756,0	1 944,3	2 180,1	2 210,4
dont privée	1 464,3	1 535,9	1 714,6	1 925,6	1 941,4
publique	232,7	220,1	229,7	254,5	269,0
3. Variation des stocks	56,0	100,5	16,0	1,3	12,2
4. INVESTISSEMENT (2+3)	1 753,0	1 856,4	1 960,3	2 181,4	2 222,6
5. Exportations nettes	-276,2	-448,3	-637,2	-898,3	-951,3
6. Exportations	1 713,5	1 499,2	1 616,0	1 652,3	1 631,1
Exportations des biens	1 514,6	1 313,7	1 427,7	1 445,2	1 422,9
Exportations des services	198,9	185,5	188,3	207,1	208,2
7. Importations	1 989,7	1 947,5	2 253,2	2 550,5	2 582,3
Importations des biens	1 799,7	1 735,1	2 037,5	2 321,0	2 334,6
Importations des services	190,0	212,4	215,7	229,6	247,7
PIB (1+4+5)	8 698,8	8 866,8	9 156,7	9 535,8	9 973,4

Equipe Technique

Supervision générale

1. TEDOU Joseph, Directeur Général, Institut National de la Statistique (INS)
2. SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, Directeur Général Adjoint, INS

Coordination technique

1. NEPETSOUN, Chef du Département des Synthèses et des Analyses Economiques
2. NGUIGNANG Bernard, Chef de Division des Synthèses Economiques
3. NGHOGUE VOUFO Léonel Erith, Chef de Cellule des comptes provisoires et des comptes régionaux
4. FOUOKING Joseph
5. TALOM Alain Magloire

Equipe de redaction

1. DEFFO Achille Carlos, Chargé d'Etudes Assistant
2. NGOUANA Serges, Chargé d'Etudes Assistant
3. KAMSU KAGO Brice, Chargé d'Etudes Assistant
4. SIKUBE TAKAMGNO Célestin, Cadre

Institut National de la Statistique

BP : 134 Yaoundé - Cameroun

Tél : (237) 22 22 04 45

Fax : (237) 22 23 24 37

Site Web: www.statistics-cameroun.org

*Une Publication du Département des Synthèses et
des Analyses Economiques*

© INS, Août 2012